

3 Pde C

TRIP TO PARIS/ADDIS ABABA
SPEECHES- O.A.U. SUMMIT

27-30 JULY 1987

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

MB/WG MAY 2005

Clear pp

DEC 11 2012

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-1022</u>
BOX	<u>33</u>
FILE	<u>18</u>
ACC.	<u>92/154</u>

JH/acb
22 July 1987

ITINERARY FOR THE SECRETARY-GENERAL

<u>Date</u>	<u>Itinerary</u>	<u>Time</u>	<u>Hours from GMT</u>	<u>Airline & Flt. Number</u>	<u>Equipmt</u>	<u>Stops</u>
Fri. 24 July	LV: New York (JFK) ARR: Paris (CDG) (Hotel Crillon)	1300 2245	-4 +2	AF 002	SSC	0
Sat. 25 July	LV: Paris (CDG) ARR: Geneva (Hotel Intercontinental)	0915 1015	+2 +2	SR 721	DC9	0
Sat. 25 July	LV: Geneva ARR: Paris (CDG) (Hotel Crillon)	1800 1900	+2 +2	AF 667	727	0
Sun. 26 July	LV: Paris* ARR: Addis Ababa (Hilton Hotel)	0900 1715	+2 +3	Private Aircraft G-3		
Mon. 27 July	Addis Ababa					
Tues. 28 July	Addis Ababa					
Wed. 29 July	LV: Addis Ababa ARR: Paris* (Hotel Sofitel)	1000 1600	+3 +2	Private Aircraft G-3		
Thur. 30 July	LV: Paris (CDG) ARR: New York (JFK)	1100 0845	+2 -4	AF 001	SSC	0

* Le Bourget Airport, Paris

COMPOSITION OF SECRETARY-GENERAL'S PARTY
Addis Ababa, Ethiopia
24-30 July 1987

The Secretary-General

Mrs. Pérez de Cuéllar

Mr. Abdulrahim Abby Farah
Under-Secretary-General for Special Political Questions

* Mr. Issa Diallo
Special Assistant to the Secretary-General

* Mr. Hisham Omayad
Director, Office for Special Political Questions

Mr. Joe Sills
Spokesman for the Secretary-General

Mr. John Hrusovsky
Chief Operations Officer

Ms. Françoise Letellier
Secretary to the Secretary-General

Mr. Mark James Hoffman
Operations Officer

*Messrs. Diallo and Omayad will join the Secretary-General's party
in Addis Ababa

CONTACT NUMBERS
(Paris/Addis Ababa)

PARIS (24 - 26 July Crillon and
29 July overnight Sofitel)

Hotel Crillon	Tel: (33) 42.65.24.24
Hotel Sofitel (CDG Airport)	Tel: (33) 48.62.23.23
Hilton International Hotel	Tel: (33) 42.73.92.00
<u>UNIC</u> Mr. Marcel Martin Director	Tel: (33) 45-68-10-00 (Switchboard) (33) 45-68-16-64 (Direct line) (33) 45-25-21-70 or 42-97-49-73 (home)
Ms. Michèle Stemer-Sursock Deputy Director	Tel: (33) 45.68.16.69 (Direct line) (33) 45.48.78.84 or 45.44.62.91 (home)

GENEVA (25 July during day)

Hotel Intercontinental	Tel: (41 22) 34.60.91
------------------------	-----------------------

ETHIOPIA, Addis Ababa (26 - 29 July)

Hilton Hotel: Mr. Diallo Rm. 1013	Tel: (251 1) 448400
<u>UNIC:</u> Mr. Rene P. Mathey Officer-in-Charge	Tel: (251 1) 150172 or (251 1) 447200 ext.108 (251 1) 182325 (home)
<u>UNDP:</u> Mr. M. Priestley Resident Representative	Tel: (251 1) 408075 to 448079 (Switchboard) (251 1) 157502 (Direct line) (251 1) 182611 (home)
Mr. Adebayo Adedeji Exec. Secretary - ECA	Tel: (251 1) 447200 or 447000

IVORY COAST, Abidjan

Col. Coulibaly	Tel: (225) 36.81.55 (office)
Pilot (Private Aircraft G-3 Reg: TU VAF)	Tel: (225) 36.83.72 (home)

FINAL

As delivered
by SG 27/7/87

ALLOCUTION PRONONCEE PAR LE SECRETAIRE GENERAL DEVANT
L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

ADDIS-ABEBA - 27 JUILLET 1987

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
EXCELLENCES, MESDAMES ET MESSIEURS,

JE VOUS REMERCIE DE M'AVOIR INVITÉ À M'ADRESSER
À CETTE AUGUSTE ASSEMBLÉE
ET À VENIR PARTAGER AVEC VOUS MES RÉFLEXIONS SUR LES GRANDS PROBLÈMES
QUI DOMINENT VOTRE ORDRE DU JOUR.

C'EST UN PLAISIR POUR MOI QUE DE ME TROUVER À ADDIS-ABÉBA,
VILLE QUI EST L'HÔTE DES DEUX ORGANISATIONS LES PLUS IMPORTANTES
DE CE CONTINENT, L'OUA ET LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE.

JE TIENS À EXPRIMER DE NOUVEAU MA GRATITUDE ^{A SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT} ~~AU PRÉSIDENT,~~

^{HAILE MARIAM,}
~~M.~~ MENGUISTU, POUR L'ACCUEIL CHALEUREUX ET L'HOSPITALITÉ
QUE M'ONT ACCORDÉS SON GOUVERNEMENT ET LE PEUPLE ÉTHIOPIEN.

JE VOUDRAIS AUSSI SAISIR CETTE OCCASION
POUR MARQUER COMBIEN J'APPRÉCIE LES QUALITÉS DE SAGESSE POLITIQUE ET
L'ESPRIT DE DÉVOUEMENT DONT VOUS AVEZ TÉMOIGNÉ,
MONSIEUR LE PRÉSIDENT, À LA TÊTE DE CETTE ORGANISATION.

JE TIENS, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, À VOUS RENDRE UN HOMMAGE PARTICULIER POUR LA DISPONIBILITÉ, L'ESPRIT CONSTRUCTIF ET L'ENGAGEMENT AVEC LESQUELLES VOUS AVEZ SU ENRICHIR NOS CONSULTATIONS. VEUILLEZ TROUVER ICI L'EXPRESSION DE TOUTE MA RECONNAISSANCE POUR CETTE CONTRIBUTION DE QUALITÉ À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE.

PERMETTEZ-MOI ENFIN, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, DE DIRE À L'AFRIQUE QUE JE N'OUBLIERAIS JAMAIS VOS NOMBREUX VOEUX ET MANIFESTATIONS D'ENCOURAGEMENT QUI ME SONT PARVENU L'ANNÉE DERNIÈRE LORS DE MA CONVALESCENCE.

LES QUESTIONS QUI PRÉOCCUPENT L'AFRIQUE,
TANT SUR LE PLAN POLITIQUE QUE SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE,
VIENNENT EN TÊTE DES PRÉOCCUPATIONS DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES. LEURS PROFONDES INCIDENCES HUMAINES ET
LEUR IMPORTANCE POUR L'ÉQUILIBRE DU MONDE
SONT ÉVIDENTES, ET LARGEMENT RECONNUES.
A CELA S'AJOUTE L'ÉTROITE ASSOCIATION DES ÉTATS DE CE CONTINENT
ET DE L'ORGANISATION MONDIALE,
DANS TOUTE LA GENÈSE DE L'AFRIQUE MODERNE, ET
DANS LA PROMOTION DE SA STABILITÉ ET DE SON BIEN-ÊTRE.
CES LIENS ONT OUVERT UN VASTE CHAMP
À LA COOPÉRATION DE L'AFRIQUE ET DE L'ONU.
D'OÙ LES RELATIONS ET LA COLLABORATION SUIVIES
ENTRE NOS DEUX ORGANISATIONS, QUI, JE M'EN FÉLICITE,
SE SONT INTENSIFIÉES, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, SOUS VOTRE DIRECTION.

JE ME PRÉSENTE À VOUS, PAR CONSÉQUENT,
NON COMME QUELQU'UN DE L'EXTÉRIEUR, MAIS COMME QUELQU'UN
QUI PARTAGE VOS ANGOISSES ET VOS SOUCIS QUANT À LA PAIX ET
À LA SÉCURITÉ DE CE CONTINENT, ET À SON DÉVELOPPEMENT.
CE FAISANT, JE REPENSE À LA VAGUE D'IDÉALISME ET D'ESPOIR,
TANT SUR CE CONTINENT QUE SUR LES AUTRES,
QUI A ACCOMPAGNÉ LA LIBÉRATION DE L'AFRIQUE DU COLONIALISME.
PAR LA SUITE, L'EXPÉRIENCE QUI CONSISTE À CONFRONTER
LES DURES RÉALITÉS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES,
EST LA MÊME DANS TOUS LES PAYS-AYANT-RÉCEMMENT-ACCÉDÉ À L'INDÉPENDANCE,
AUSSI BIEN EN AFRIQUE QU'AILLEURS.

PAR SES EFFETS PONDÉRATEURS, ELLE FAVORISE LE RÉALISME ET L'EMPIRISME,
ET AIDE LES SOCIÉTÉS À PARVENIR À LA MATURITÉ POLITIQUE ●

CELA ÉTANT, ON DOIT SE DEMANDER

S'IL N'Y A PAS-EU DES CIRCONSTANCES PARTICULIÈRES À L'AFRIQUE,
QUI ONT FAIT QUE LES ESPÉRANCES D'HIER SEMBLANT SI LOINTAINES
AUJOURD'HUI ●

NUL DOUTE QUE CES CIRCONSTANCES N'AIENT ÉTÉ, DANS CERTAINS CAS,
INDÉPENDANTES DE LA VOLONTÉ DE L'AFRIQUE ●

LES CATASTROPHES NATURELLES, LES TENSIONS ET LES OPPOSITIONS NÉES
DE LA DISCRIMINATION-RACIALE-ENRACINÉE-EN-AFRIQUE DU SUD,
ET UN ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE EXTÉRIEUR DÉFAVORABLE,
ONT MIS DE SÉRIEUSES ENTRAVES AU DÉVELOPPEMENT DU CONTINENT ●

IL EST DONC JUSTE QU'ON LEUR ACCORDE LA PRIORITÉ QUI CONVIENT,
DANS L'ORDRE DU JOUR DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ●

IL EXISTE CEPENDANT D'AUTRES FACTEURS QUI INCITENT À UN RENFORCEMENT
DES STRUCTURES POLITIQUES ET JURIDIQUES, PERMETTANT DE GARANTIR
LA STABILITÉ ET LE JUSTE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME,
ET D'UTILISER PLUS PLEINEMENT LE MÉCANISME DE RÈGLEMENT PACIFIQUE
DES DIFFÉRENDS-ENTRE ÉTATS ●

UN GRAND NOMBRE DE QUESTIONS IMPORTANTES
FIGURENT À VOTRE ORDRE DU JOUR, MAIS CELLE QUI ~~LÉS-TRANSCENDE-TOUTES~~,
C'EST LA NÉCESSITÉ D'ÉVOQUER À NOUVEAU
CE SENTIMENT COLLECTIF DE CONFIANCE-EN-SOI, ET D'UNITÉ,
QUI CARACTÉRISAIT LA CONSCIENCE AFRICAINE, VOILÀ À PEINE
UNE OU DEUX DÉCENNIES, ET AUQUEL CETTE ORGANISATION DOIT SA CRÉATION
ET SON NOM ●

C'EST À JUSTE TITRE QUE LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES,
SI IMPORTANTES POUR LA VIE ET L'AVENIR DES POPULATIONS AFRICAINES,
RETIENNENT AVANT TOUT VOTRE ATTENTION, ET CONSTITUENT
UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE POUR LE MONDE ENTIER.●
DANS LA DÉCLARATION QUE VOUS AVEZ FAITE FORT-À-PROPOS CE MOIS-CI,
MONSIEUR LE PRÉSIDENT, À LA SEPTIÈME SESSION DE LA CNUCED À GENÈVE,
VOUS AVEZ APPORTÉ À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DE NOUVELLES LUMIÈRES
SUR LES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE,
LA NATURE ET L'AMPLEUR DE SES BESOINS,
AINSI QUE LE TYPE D'APPUI ET DE COOPÉRATION QU'IL LUI FAUT
POUR LUI PERMETTRE DE RÉSOUDRE SES PROBLÈMES.●

A CET ÉGARD, IL NOUS FAUT TOUT D'ABORD RELEVER DEUX FAITS PRÉCIS
DE NATURE ÉMINEMMENT POSITIVE.●
LE PREMIER, EST LE REMARQUABLE EFFORT FAIT PAR VOS GOUVERNEMENTS
POUR SURMONTER LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE
QUI AVAIT FRAPPÉ LE CONTINENT.● IL FAUDRA DU TEMPS
POUR ACHEVER DE RÉPARER LES DÉGÂTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX
CAUSÉS PAR CETTE CATASTROPHE.● MAIS IL IMPORTE QUE
LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE CETTE EXPÉRIENCE NE SOIENT PAS OUBLIÉS,
ET QUE LES MÉCANISMES QUE NOUS AVONS MIS EN PLACE DEPUIS LORS,
POUR FAIRE FACE DANS L'AVENIR À DES SITUATIONS SIMILAIRES,
(QU'ELLES RÉSULTENT DE PHÉNOMÈNES NATURELS OU D'ACTIVITÉS HUMAINES)
SOIENT EFFICACEMENT UTILISÉS.●

LE SECOND FAIT IMPORTANT A ÉTÉ L'ADOPTION À L'UNANIMITÉ
PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, DU PROGRAMME D'ACTION DES NATIONS UNIES
POUR LE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE.●
CE PROGRAMME EST L'EXPRESSION D'UN VÉRITABLE ESPRIT DE SOLIDARITÉ
ENTRE L'AFRIQUE ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE.●

LES GOUVERNEMENTS AFRICAINS ONT PRIS DES DÉCISIONS COURAGEUSES
VISANT À POURSUIVRE L'EXÉCUTION DE LEURS PROGRAMMES D'AJUSTEMENT,
ET À METTRE EN OEUVRE UNE SÉRIE DE MESURES ET DE RÉFORMES ÉCONOMIQUES
DE GRANDE AMPLEUR.● LE PLUS SOUVENT,
LES MESURES PRISES ONT UN COÛT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ÉNORME.● *Pause*
ÉTANT DONNÉ L'EFFORT AINSI CONSENTI,
JE COMPRENDS QUE CERTAINS PAYS AFRICAINS SE DISENT DÉÇUS DU RYTHME ET
DE L'AMPLEUR DE LA CONTRIBUTION INTERNATIONALE,
À LEUR ENTREPRISE DE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE.●

JE PARTAGE ÉGALEMENT L'INQUIÉTUDE DE VOS GOUVERNEMENTS
AU SUJET DE LA SITUATION DÉFAVORABLE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE.●
DANS LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ACTUELLE,
LA CROISSANCE EST FREINÉE PAR CERTAINS FACTEURS EXTERNES
SUR LESQUELS L'AFRIQUE N'A AUCUNE PRISE.●
LES FAIBLES COURS DES PRODUITS DE BASE, ONT ENTRAÎNÉ UNE DIMINUTION
DE QUELQUE 19 MILLIARDS DE DOLLARS
DES RECETTES D'EXPORTATION DE L'AFRIQUE EN 1986.●
LA DETTE EXTÉRIEURE DU CONTINENT A ATTEINT 200 MILLIARDS DE DOLLARS
À LA FIN DE L'AN DERNIER ET, POUR LA MAJORITÉ DES ÉTATS AFRICAINS,
LE SERVICE DE LA DETTE EST DEVENU UN FARDEAU INSUPPORTABLE.●

AU NIVEAU MONDIAL, ON A ENREGISTRÉ DES PROGRÈS LIMITÉS
DANS CERTAINS DOMAINES. MAIS IL EST TOUT DE MÊME TRÈS INQUIÉTANT
QUE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE N'AIT PAS ENCORE SU RÉSOUDRE
DES PROBLÈMES TELS QUE LES GRAVES DÉSÉQUILIBRES EXTERNES ET INTERNES,
L'INSTABILITÉ DES TAUX DE CHANGE,
LA CONTRACTION DES FLUX DE RESSOURCES VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT,
L'ACCÈS LIMITÉ AUX MARCHÉS,
(EN PARTICULIER POUR LES EXPORTATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT)
ET LES FAIBLES COURS DES PRODUITS DE BASE.
IL FAUT TROUVER UNE SOLUTION À CES PROBLÈMES
POUR POUVOIR RELANCER LE DÉVELOPPEMENT ET RÉTABLIR LA CONFIANCE
DANS LES MÉCANISMES COMMERCIAUX ET FINANCIERS INTERNATIONAUX.

DES MESURES ONT ÉTÉ ADOPTÉES POUR ACCROÎTRE LES COURANTS
DE FINANCEMENT MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE,
ET D'AUTRES SONT ACTIVEMENT ÉTUDIÉES,
QUI PERMETTRAIENT D'ALLÉGER LE FARDEAU DE LA DETTE.
CEPENDANT, JE CRAINS QUE DE TELS REMÈDES NE SUFFISENT PAS À ASSURER
LES FLUX DE RESSOURCES NÉCESSAIRES À LA MISE EN OEUVRE DES RÉFORMES
QUE LES ÉTATS SE SONT ENGAGÉS À EFFECTUER. SI LA COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE N'APPORTE PAS UN SOUTIEN SUFFISANT À L'AFRIQUE
EN AUGMENTANT SES APPORTS FINANCIERS À DES CONDITIONS DE FAVEUR,
ET EN ALLÉGEANT LES CHARGES DE LA DETTE,
LES EFFORTS DES PAYS DE CE CONTINENT POUR ARRIVER,
À UNE CROISSANCE-ÉCONOMIQUE-SAINE/RISQUENT-FORT D'ÊTRE COMPROMIS,
CE QUI POURRAIT MENACER LEUR STABILITÉ SOCIALE ET POLITIQUE.

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE AUX DIRIGEANTS QUI PARTICIPAIENT
À LA DERNIÈRE RÉUNION AU SOMMET DES SEPT GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS
À VENISE, J'AI SOULIGNÉ COMBIEN IL ÉTAIT NÉCESSAIRE D'ACCROÎTRE
LE FLUX DE RESSOURCES À DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES,
TOUT EN ALLÉGEANT LE FARDEAU DE LA DETTE ●

J'ESPÈRE SINCÈREMENT QUE LE FAIT D'AVOIR RECONNU,
À CETTE RÉUNION AU SOMMET DE VENISE,
LES PROBLÈMES DE NOMBREUX PAYS TRÈS ENDETTÉS
ET LA NÉCESSITÉ D'AUGMENTER L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT,
SE TRADUIRA PAR DES MESURES CONCRÈTES ●

EN OUTRE, JE DEMANDE INSTAMMENT À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE
D'HONORER D'URGENCE LES ENGAGEMENTS QU'ELLE A PRIS À L'ÉGARD DE
L'AFRIQUE LORS DE LA TREIZIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ● //

J'AI CRÉÉ UN GROUPE CONSULTATIF
DES COURANTS DE RESSOURCES VERS L'AFRIQUE,
COMPOSÉ DE PERSONNALITÉS ÉMINENTES,
QUI SOUMETTRA DES RECOMMANDATIONS CONCRÈTES
CONCERNANT L'APPORT DE RESSOURCES FINANCIÈRES SUFFISANTES
POUR LE REDRESSEMENT DE L'AFRIQUE ET L'ALLÈGEMENT DE LA DETTE ●

JE SUIS CERTAIN QUE SES RECOMMANDATIONS NOUS PERMETTRONT D'OEUVRER
EFFICACEMENT À LA SOLUTION DE CE PROBLÈME CRITIQUE ●

TOUT EN INSISTANT AUPRÈS DES PAYS DONATEURS DE TENIR LEURS ^{ENGAGEMENTS} ~~ENGAGEMENTS~~, IL ME PARAÎT ESSENTIEL QUE POUR LEUR PART, LES
GOUVERNEMENTS AFRICAINS CONTINUENT SANS RELÂCHE À METTRE EN OEUVRE
LEURS PROGRAMMES DE REDRESSEMENT. UNE TELLE ATTITUDE, J'EN SUIS
PERSUADÉ, DEVRAIT POUVOIR INFLUENCER LA RÉPONSE DE LA
COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ●

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

LORSQUE NOUS TRAITONS DES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE AU SENS LARGE, NOUS NE DEVONS PAS PERDRE DE VUE LA SITUATION POIGNANTE DES RÉFUGIÉS — IL Y EN A PLUS DE QUATRE MILLIONS — QUI SE TROUVENT SUR LE CONTINENT AFRICAIN. LES PAYS D'ASILE ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE, ONT FOURNI-CONJOINTEMENT LES SECOURS ESSENTIELS, MAIS LES RÉFUGIÉS DEMEURENT SANS ABRI. LEUR TRISTE SORT APPELLE DES SOLUTIONS PERMANENTES CONÇUES DANS L'ESPRIT D'UN RESPECT SINCÈRE DES DROITS DE L'HOMME.

JE TIENS À DIRE ICI, COMBIEN JE ME FÉLICITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES. LES DISPOSITIONS DE CETTE CHARTE

— "TOUT ÊTRE HUMAIN ¹ A DROIT AU RESPECT DE SA VIE ET DE L'INTÉGRITÉ DE SA PERSONNE" ET "TOUTES LES FORMES D'EXPLOITATION ET DE DÉGRADATION DE L'HOMME, EN PARTICULIER L'ESCLAVAGE, LE COMMERCE DES ESCLAVES, LA TORTURE, LES CHÂTIMENTS ET TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS SONT INTERDITES" — DOIVENT ENTRER DANS LES MOEURS POLITIQUES ET RÉGIR LES SYSTÈMES JURIDIQUES DES PAYS AFRICAINS COMME DE TOUS LES AUTRES PAYS.

C'EST À CETTE CONDITION SEULEMENT QUE NOUS POURRONS AFFIRMER QUE L'UN DES BUTS FONDAMENTAUX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, À SAVOIR LA PROTECTION ET LE RENFORCEMENT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE, EST ATTEINT.

Pause

MR. CHAIRMAN:

WHAT I HAVE JUST SAID ABOUT HUMAN RIGHTS,

~~THIS~~ BRINGS ME TO THE DEPLORABLE SITUATION IN SOUTH AFRICA AND NAMIBIA, WHICH INVOLVES THE INSTITUTIONALIZED VIOLATION OF THE FUNDAMENTAL RIGHTS OF MILLIONS OF AFRICANS IN THEIR OWN COUNTRIES.

APARTHEID PROVOKES UNIVERSAL OUTRAGE BECAUSE OF ITS VERY NATURE AND BECAUSE OF THE HARVEST OF ACUTE CIVIL STRIFE AND BITTERNESS WHICH IT CONTINUES TO REAP.

THE DRACONIAN MEASURES WHICH THE GOVERNMENT OF SOUTH AFRICA HAS EMPLOYED, THE DECLARATION OF A STATE OF EMERGENCY, THE VICTIMIZATION OF EVEN TEENAGERS AND CHILDREN, THE DEATH OF THOUSANDS -- NONE OF THESE, HAS QUELLED THE RESISTANCE TO APARTHEID. BUT THERE IS NO SIGN YET THAT, CHASTENED BY THIS EXPERIENCE, THAT GOVERNMENT IS WILLING TO DISMANTLE A SYSTEM WHICH NEGATES ALL HUMAN VALUES AND JEOPARDISES THE FUTURE OF THE PEOPLE OF THE COUNTRY, BOTH WHITE AND BLACK.

WE MUST NOT RELAX OUR EFFORTS IN THE SEARCH FOR A POLITICAL SOLUTION WHICH WOULD REPLACE APARTHEID WITH A SYSTEM BASED ON RACIAL EQUALITY AND JUSTICE.

IT IS PLAIN, THAT THE NECESSARY CLIMATE
FOR A MEANINGFUL NATIONAL DIALOGUE CANNOT BE ESTABLISHED
UNLESS SOUTH AFRICA LIFTS THE STATE OF EMERGENCY,
AND SETS FREE ALL POLITICAL PRISONERS AND ^{DETAINES} DETAINEES,
INCLUDING MR. NELSON MANDELA.

ON THEIR PART, THE MEMBER STATES OF THE UNITED NATIONS
NEED TO SUSTAIN THE MOMENTUM WHICH WAS CREATED BY THE IMPOSITION
BY THE SECURITY COUNCIL OF AN ARMS EMBARGO ON SOUTH AFRICA,
AND ITS CALL TO ADOPT SELECTIVE ECONOMIC MEASURES AGAINST IT.
INDEED, THE WIDENING DEMAND FOR ADDITIONAL MEASURES
CLEARLY REFLECTS A PERCEPTION THAT THE MOMENTUM NEEDS TO BE INTENSIFIED.
MOREOVER, EVEN THOUGH THE OBDURACY
OF THE GOVERNMENT OF SOUTH AFRICA CONTINUES,
IT IS ENCOURAGING TO SEE THAT SOME ENLIGHTENED SECTIONS
OF ITS WHITE POPULATION, REALIZE THAT APARTHEID CANNOT ENDURE FOR LONG.
THE RECENT VISITS TO SEVERAL AFRICAN CAPITALS
BY A GROUP OF SOUTH AFRICANS,
PROMINENT IN THE COUNTRY'S POLITICAL AND ECONOMIC LIFE,
FURNISHES A HOPEFUL POINTER IN THAT DIRECTION.

IN ADDITION TO THEIR EFFECT IN THE COUNTRY ITSELF,
SOUTH AFRICA'S POLICIES ARE UNSETTLING ALL ITS NEIGHBOURING STATES.
BY INSTIGATING ACTS OF DESTABILIZATION,
ECONOMIC SABOTAGE AND ARMED ATTACKS AGAINST THEM,
SOUTH AFRICA SETS IN TRAIN A COURSE OF EVENTS
WHICH AGGRAVATES THE FORMIDABLE ECONOMIC PROBLEMS
CONFRONTING THESE STATES.

THESE ACTS HAVE BEEN DEVASTATING FOR MOZAMBIQUE AND ANGOLA WHERE MILLIONS OF PEOPLE HAVE BEEN AFFECTED AND DISPLACED AND SEVERE MATERIAL-DAMAGE CAUSED ●

CONSIDERING THE SPECIAL SITUATION OF THE FRONT-LINE STATES, THE GENERAL ASSEMBLY HAS URGED THE INTERNATIONAL COMMUNITY TO PROVIDE, IN A TIMELY AND EFFECTIVE MANNER THE FINANCIAL, MATERIAL AND TECHNICAL ASSISTANCE NECESSARY TO STRENGTHEN THEIR SELF-RELIANCE ●

IN MOZAMBIQUE, THE EMERGENCY SITUATION ASSUMED GRAVE DIMENSIONS EARLIER THIS YEAR, NECESSITATING MY CONVENING AN INTERNATIONAL CONFERENCE IN GENEVA TO MOBILIZE HUMANITARIAN ASSISTANCE ●

I AM GLAD TO STATE THAT THE GREATER PART OF THE TARGETED SUM OF \$245 MILLION HAS BEEN RAISED ●

NAMIBIA REMAINS A MATTER OF THE HIGHEST IMPORTANCE TO THE UNITED NATIONS AND ONE IN WHICH THE COMMITMENT OF THE INTERNATIONAL COMMUNITY IS UNEQUIVOCAL ● IT IS EVIDENT THAT THE JUST AND LEGITIMATE ASPIRATIONS OF THE PEOPLE OF NAMIBIA CANNOT CONTINUE TO BE THWARTED WITHOUT SERIOUS DETRIMENT TO SOUTH AFRICA'S OWN LONG-TERM INTERESTS AND, OF COURSE, TO PEACE AND STABILITY IN THE SOUTHERN AFRICAN REGION AS A WHOLE ●

WHILE AGREEMENT HAS BEEN REACHED WITH THE PARTIES CONCERNED ON ALL OUTSTANDING ISSUES RELEVANT TO THE UNITED NATIONS PLAN EMBODIED IN SECURITY COUNCIL RESOLUTION 435 (1978), SOUTH AFRICA'S CONTINUED INSISTENCE THAT THE IMPLEMENTATION OF THE PLAN MUST BE PRECEDED BY AGREEMENT ON THE TOTAL WITHDRAWAL OF CUBAN TROOPS FROM ANGOLA, HAS CREATED A DÉPLORABLE IMPASSE. BOTH THE SECURITY COUNCIL AND THE GENERAL ASSEMBLY HAVE CATEGORICALLY REJECTED THE POSITION TAKEN BY SOUTH AFRICA AND IT FURNISHES NO GROUND WHATSOEVER FOR DELAYING THE INDEPENDENCE OF NAMIBIA. LET-US-NOT FORGET THAT THE SECURITY COUNCIL RESOLUTION WAS ADOPTED UNANIMOUSLY, AND IS BINDING ON ALL MEMBERS OF THE UNITED NATIONS. I WILL, THEREFORE, CONTINUE TO PRESS FOR ITS IMPLEMENTATION WITH ALL THE MEANS AT MY DISPOSAL.

MR. CHAIRMAN,

EARLIER, I SPOKE OF THE NEED TO RE-KINDLE THE SPIRIT OF UNITY AMONG AFRICAN COUNTRIES TO WHICH THIS ORGANIZATION WAS MEANT TO GIVE INSTITUTIONAL FORM. NOTHING IS MORE DAMAGING TO THAT SPIRIT THAN THE CONTINUANCE OF INTER-STATE CONFLICTS, AND NOTHING WOULD EXPRESS-IT BETTER THAN THE RECOURSE BY THE STATES CONCERNED TO THE METHODS OF PACIFIC SETTLEMENT.

I DO NOT NEED TO CITE ALL THESE CONFLICTS OR SITUATIONS OF TENSION IN DETAIL. *PAUSE*

THE QUESTION OF WESTERN SAHARA HAS RIGHTLY ENGAGED YOUR ATTENTION AND ALSO THAT OF THE UNITED NATIONS.

TWO YEARS AGO, THE GENERAL ASSEMBLY, ON YOUR INITIATIVE, INVITED THE OAU CHAIRMAN AND MYSELF TO UNDERTAKE INITIATIVES IN ORDER TO BREAK THE IMPASSE AND SEE ~~HOW~~ BEST WE COULD ENSURE A JUST AND LASTING SOLUTION WHICH WOULD ENABLE THE PEOPLE OF THE WESTERN SAHARA, FREELY TO EXERCISE THEIR RIGHT OF SELF DETERMINATION THROUGH A REFERENDUM ORGANIZED AND CONTROLLED BY THE UNITED NATIONS.

CONSULTATIONS HAVE TAKEN PLACE WITH THE PARTIES AND THESE HAVE BEEN AMPLIFIED IN PROXIMITY TALKS WITH THEIR REPRESENTATIVES AT U.N. HEADQUARTERS IN NEW YORK AND IN GENEVA.

TWO WEEKS AGO, PRESIDENT NGUESSO ~~AND I~~, MET IN GENEVA TO REVIEW THE RESULTS OF OUR EFFORTS TO DATE, AND TO DISCUSS PROPOSALS FOR THE NEXT STAGE OF OUR MEDIATION PROCESS. DURING OUR STAY IN GENEVA, SEPARATE MEETINGS WERE HELD WITH THE FOREIGN MINISTER OF MOROCCO AND A SPECIAL ENVOY OF THE SECRETARY-GENERAL OF POLISARIO REGARDING THE DESPATCH OF A TECHNICAL SURVEY TEAM TO THE TERRITORY TO GATHER INFORMATION WHICH WOULD HELP US TO FORMULATE PRACTICAL PROPOSALS FOR RESOLVING TWO MAJOR POINTS RAISED DURING THE COURSE OF OUR DISCUSSION WITH THE PARTIES, NAMELY, THE PRESENCE OF THE MOROCCAN ADMINISTRATION AND TROOPS.

FURTHER CONSULTATIONS WILL BE REQUIRED ON THIS MATTER.

IF THE PARTIES CONCERNED WILL DISPLAY THE NECESSARY POLITICAL WILL AND FLEXIBILITY IN THIS JOINT EFFORT, I AM CONFIDENT THAT IT WILL BE POSSIBLE TO WORK OUT PRACTICAL ARRANGEMENTS FOR A SOLUTION IN COLLABORATION WITH THEM.

MAY I MENTION HERE HOW GRATIFIED I FELT BY THE STATESMANSHIP DISPLAYED BY THE HEADS OF STATE OF BURKINA FASO AND MALI IN SUBMITTING THEIR LONG-STANDING BORDER DISPUTE TO THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE, AND ABIDING BY THE COURT'S VERDICT. THIS HAS BEEN A SHINING EXAMPLE OF RESPECT FOR THE PRINCIPLES AND PURPOSES OF THE UNITED NATIONS CHARTER.

PAUSE

MR. CHAIRMAN, I HAVE SO FAR DEALT WITH MATTERS OF IMMEDIATE CONCERN TO YOUR CONTINENT. HOWEVER, AS MUCH AS ANY OTHER CONTINENT, AFRICA HAS A DEEP INTEREST IN THE GREAT ISSUES WHICH AFFECT INTERNATIONAL PEACE AND SECURITY. THE INTERNATIONAL RAMIFICATIONS AND THE EXPLOSIVE POSSIBILITIES OF THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST HARDLY NEED ANY EXPLANATION.

THERE IS A PRESSING NEED FOR AN EFFECTIVE NEGOTIATING PROCESS AND,
IN THE SEARCH FOR A COMPREHENSIVE SETTLEMENT IN THIS CENTRAL REGION,
I HAVE BEEN MAKING A VERY SPECIAL EFFORT
SINCE THE BEGINNING OF THIS YEAR
TO PURSUE THE IDEA OF CONVENING AN INTERNATIONAL PEACE CONFERENCE
ON THE MIDDLE EAST, UNDER UNITED NATIONS AUSPICES,
ON A BASIS ACCEPTABLE TO ALL ●
THERE IS INCREASED INTEREST
ON THE PART OF THE INTERNATIONAL COMMUNITY IN THE IDEA ●

IN THIS CONNECTION, I HAVE HAD THE OPPORTUNITY
TO MEET A NUMBER OF LEADERS FROM THE AREA,
ALL OF WHOM HAVE ENCOURAGED ME IN MY EFFORTS, AND, OF COURSE,
I HAVE BEEN IN CLOSE CONTACT WITH THE MEMBERS OF THE SECURITY COUNCIL ●
MY CONSULTATIONS HAVE SOUGHT TO CLARIFY THEIR RESPECTIVE POSITIONS
ON THE VARIOUS ASPECTS OF THE CONFERENCE ●
IT IS CLEAR THAT DEEP DIFFERENCES REMAIN BETWEEN THE PARTIES,
AND I DO NOT UNDERESTIMATE THE DIFFICULTIES INVOLVED
IN RESOLVING THEM, AND IN SECURING ^{SL}AGREEMENT ON PROCEDURES
THAT WILL PERMIT EFFECTIVE NEGOTIATIONS
TO THE SATISFACTION OF ALL CONCERNED ●
NEVERTHELESS, I INTEND TO CONTINUE MY EFFORTS
TO PROMOTE A PROCESS THAT WILL LEAD TO A JUST AND LASTING PEACE
IN THE MIDDLE EAST ●
(THIS IS AN OBJECTIVE TO WHICH ALL WHO SEEK AN END TO THE ÁGONY
OF THAT REGION AND ITS MÁNIFOLD ^{ow}EFFECTS ON THE WIDER PEACE,
MUST GIVE THEIR WHOLEHEARTED SUPPORT ●

Pause

THE MOST ^{CRUEL} SANGUINARY WAR BETWEEN IRAN AND IRAQ,
NOW IN ITS SEVENTH YEAR, CONTINUES TO INFLICT HEAVY DAMAGE
ON THE LIFE AND RESOURCES OF THE TWO COUNTRIES,
AND THREATENS PEACE AND STABILITY IN A REGION CLOSE TO AFRICA.●
I HAVE BEEN ENGAGED IN UNREMITTING EFFORTS
TO ASSIST IN RESOLVING THIS CONFLICT, AND WILL CONTINUE THEM
UNTIL THAT GOAL IS ACHIEVED.●
EARLIER THIS YEAR, I MADE CERTAIN SUGGESTIONS
IN ORDER TO PROMOTE A RENEWED AND MORE DETERMINED SEARCH
FOR A JUST AND HONOURABLE SETTLEMENT.●
INTENSIVE CONSULTATIONS WERE SUBSEQUENTLY UNDERTAKEN
BY THE MEMBERS OF THE SECURITY COUNCIL,
AND THESE LED TO THE UNANIMOUS ADOPTION BY THE COUNCIL
OF A COMPREHENSIVE RESOLUTION LAST WEEK.●

WHILE I IMMEDIATELY COMMENCED CONSULTATIONS
WITH THE REPRESENTATIVES OF IRAN AND IRAQ
(I HAVE ~~BEFORE~~ BEFORE LEAVING NEW YORK, MET THE FOREIGN MINISTER OF IRAQ)
WITH A VIEW TO THE SPEEDY AND EFFECTIVE IMPLEMENTATION
OF THIS RESOLUTION, I CANNOT EMPHASIZE STRONGLY-ENOUGH
THE NEED FOR FULL CO-OPERATION BY THE TWO PARTIES TO THE CONFLICT,
AS WELL AS THE SUPPORT OF ALL MEMBER STATES OF THE UNITED NATIONS
FOR THE REALIZATION OF THEIR CONCERTED WILL
TO BRING AN IMMEDIATE END TO THIS RUINOUS WAR.●

INTENSIVE EFFORTS BY THE UNITED NATIONS
HAVE CONTINUED TOWARDS A JUST POLITICAL SOLUTION
OF THE SITUATION RELATING TO AFGHANISTAN●
WITH THE PROGRESS MADE IN THE PAST YEAR
IN RESOLVING THE OUTSTANDING ISSUES,
THE PROSPECT OF ACHIEVING A NEGOTIATED SETTLEMENT HAS BEEN ENHANCED●
I AM DEEPLY CONVINCED, ON THE BASIS OF A VERY CAREFUL ANALYSIS
OF THE PRESENT SITUATION, THAT THE GENEVA PROCESS
CAN ONLY MOVE, IN THE CONTEXT OF A COMPREHENSIVE SETTLEMENT,
INCLUDING A SUCCESSFUL CONCLUSION OF THE PROCESS
OF NATIONAL RECONCILIATION●
ALL CONCERNED ARE, I BELIEVE,
CONSCIOUS OF THE NECESSITY TO WORK IN THIS DIRECTION
IN THE MONTHS AHEAD●
THE SUFFERING OF THE AFGHAN PEOPLE MUST COME TO AN END●

MR. CHAIRMAN,

IN THESE TIMES WHEN THERE ARE A GREAT MANY ISSUES
THAT CAN BE SOLVED ONLY THROUGH MULTILATERAL PROCESSES,
IT IS IRONIC THAT INSTITUTIONS WHICH WERE CREATED
PRECISELY FOR THAT PURPOSE,
SHOULD BE FACED WITH THREATS TO THEIR VIABILITY●
YOU ARE AWARE OF THE DIFFICULTIES CONFRONTING THE UNITED NATIONS *SYSTEM*
AS A RESULT OF THE NON-FULFILMENT BY MEMBER STATES
OF THEIR FINANCIAL OBLIGATIONS FLOWING FROM THE CHARTER●

FOR MY PART, RESPONDING TO THE CONCERNS OF MEMBER STATES,
I HAVE ALREADY INITIATED REFORMS IN THE SECRETARIAT,
SO AS TO IMPROVE ITS CAPACITY
TO SERVE THE FUTURE NEEDS OF OUR MEMBERSHIP●
THIS PROCESS HAS BEEN UNDERTAKEN WITH THE HOPE
THAT IT WILL LEAD TO RENEWED SUPPORT FOR THE MULTILATERAL APPROACH●
THE MEMBERS OF YOUR ORGANIZATION ARE IN A POSITION
TO PLAY AN IMPORTANT ROLE TOWARDS THIS END●
THERE IS NO MAJOR QUESTION ON THE AGENDA OF THE UNITED NATIONS
— POLITICAL OR ECONOMIC — IN WHICH YOU ARE NOT DEEPLY INVOLVED●
I, THEREFORE, RELY UPON THIS ORGANIZATION
TO PLAY ITS FULL PART IN STRENGTHENING THE UNITED NATIONS●

WE STAND AT A STAGE IN WORLD AFFAIRS
WHERE SOME OF THE MAJOR ISSUES WE FACE DIRECTLY,
IMPINGE ON HUMAN SURVIVAL, AND OTHERS HAVE A VITAL BEARING
ON THE SHAPING OF HUMAN DESTINY●
IT IS CERTAINLY NOT BEYOND OUR RESOURCES OF STATESMANSHIP
TO TAKE CONCRETE STEPS TOWARDS MOVING PROBLEMS WITHIN OUR AMBIT
TOWARDS FAIR AND RATIONAL SOLUTIONS●
SUCH STEPS MAY SOMETIMES LOOK SMALL, COMPARED TO THE MAGNITUDE
OF THE ISSUES CONFRONTING US●

BUT, WHEN ADDED TOGETHER,

THEY CAN INTRODUCE A CREDIBLE TREND TOWARDS JUSTICE AND PEACE. *Pause*

I WILL CONCLUDE ^{MR. CHAIRMAN} WITH AN APPEAL TO THE LEADERSHIP OF AFRICA

TO PUT ITS WEIGHT BEHIND BRINGING GREATER ORDER AND RATIONALITY

INTO INTERNATIONAL AFFAIRS, BOTH IN THIS CONTINENT AND BEYOND.
